

Paris, le vendredi 14 janvier 2011

Chers camarades.

Nous faisons suite à votre proposition de signer en commun votre déclaration autour des évènements de ces dernières semaines en Tunisie et en Algérie.

Dans cette perspective vous nous soumettez le texte en nous proposant de l'amender.

La proposition d'amendement de cette déclaration trouve bien sûr son sens dans le cadre des discussions entre nos deux organisations en vue d'une intervention commune dans la lutte des classes.

1/slogans abstraits et mots d'ordre de mobilisation révolutionnaire.

Pour défendre la perspective du pouvoir travailleur, de l'expropriation, de la planification économique et la Fédération socialiste du Maghreb, c'est oui !

Et oui également pour mettre en avant les revendications et mots d'ordre de libération des prisonniers politiques, d'égalité juridique entre les deux sexes, de respect des droits des minorités nationales, d'augmentation des salaires. Et il nous paraît aussi essentiel d'inclure avant ces premières revendications la lutte pour l'ensemble des libertés démocratiques, les libertés d'expression, d'organisation, de rassemblement et de culte. La garantie des libertés démocratiques, la fin du régime de surveillance policière, de peur, de répression et de torture des militants ouvriers sont au centre de la mobilisation et des conditions au développement à maturité du mouvement.

Nous sommes aussi d'accord pour appeler les travailleurs de Tunisie et d'Algérie à s'organiser en contre-pouvoir, en constituant leurs « comités » et conseils, pour mobiliser, agir, se protéger, contrôler et prendre progressivement en main l'organisation de la production et de la distribution, dans les entreprises, les villes et les villages. Centralisés démocratiquement à l'échelle nationale, les organes de double pouvoir du peuple travailleur doivent devenir les appuis à la constitution d'un gouvernement révolutionnaire qui ouvre « une voie » vers le socialisme en Tunisie et dans tout le Maghreb.

Nous ne sommes pas hostiles à la défense des slogans généraux comme « l'emploi pour tous » et « le logement décent pour tous ». Mais les révolutionnaires ont intérêt à lier la perspective de « l'emploi pour tous » avec les mots d'ordre d'embauche des chômeurs et d'échelle mobile des heures de travail qui sont des mots d'ordre de mobilisation. Aussi, le slogan « le logement décent pour tous » trouve tout son sens pratique seulement si nous le lions avec la défense d'un plan national de construction de logements qui doit répondre aux besoins des populations, et aussi, pour aujourd'hui même, avec la réquisition, par des comités de quartier et d'habitants, des logements vides et autres palaces de riches, ainsi que l'allocation des maisons et appartements, en fonction de la taille des familles.

Nous ne voyons pas d'inconvénients à défendre la perspective de « liberté sexuelle », pour la jeunesse et pour l'ensemble des adultes des deux sexes. Mais nous pensons indispensable de définir ce que nous entendons par « liberté sexuelle » et non moins essentiel de lier clairement l'objectif avec les revendications dont la satisfaction rend effectivement possible la réalisation de cette liberté.

Nous devons, autant que possible, bannir les réponses abstraites aux problèmes qui nous intéressent et auxquels nous voulons répondre, sous peine de désintéresser le peuple à notre programme, sous peine de se faire mal comprendre.

L'appel à « détruire l'Etat bourgeois » apparaît comme une de ces formulations bien abstraite, bien peu accessible pour tous ceux qui ne sont pas familiarisée avec le marxisme. Pour convaincre notre lecteur, les révolutionnaires doivent expliquer et argumenter. Et nul besoin de chercher à se convaincre nous-mêmes, nous reconnaissons la conception matérialiste et léniniste de l'Etat.

Mais si nous sommes d'accord avec « la dissolution des corps de répression », encore faut-il préciser, quels corps de répression? Oui, nous sommes pour la dissolution des corps de répression des pouvoirs bourgeois. Mais cette perspective est aussi inséparable de la constitution de corps de répression prolétarien. En Tunisie, la question de l'organisation de milices ou comités de défense armés pour protéger le mouvement se pose très pratiquement, l'action ne souffre pas de délai.

Contre les assassinats et enlèvement ciblés de syndicalistes et militants politiques par les services d'Etat, les organisations révolutionnaires et syndicales doivent s'armer. Les organisations prolétariennes doivent mettre sur pieds leurs milices. Plus largement, c'est le mot d'ordre d'armement des travailleurs qui est le notre. Il faut sans attendre protéger la population mobilisée et l'ensemble des lieux de rassemblement et d'organisation du contre-pouvoir face aux offensives policières.

En Tunisie et surtout en Algérie, où le sous-prolétariat est particulièrement nombreux, le mouvement salarié doit également faire tout son possible pour contenir et prévenir les débordements, en protégeant, avec la population concernée, les commerces, entrepôts, bâtiments publics et moyens de transports. C'est une question vitale pour la pérennité et le succès de la lutte.

Les révolutionnaires doivent chercher à tirer les éléments petits bourgeois, commerçants, artisans, paysans à eux, les arracher de l'influence des partis au pouvoir, de l'armée ou des contestations islamiques. Pour ce, l'avant-garde révolutionnaire doit faire tout son possible pour que le prolétariat dirige et encadre la mobilisation et impose sa propre discipline. S'il ne le peut, la bourgeoisie saura tirer partie de notre faiblesse pour imposer à nouveau son autorité et son ordre inégalitaire et policier.

Aussi, la perspective de l'expropriation des capitalistes par le pouvoir travailleur doit être absolument liée à celle de socialisation ou de nationalisation des groupes capitalistes. Les communistes exproprient la bourgeoisie mais socialisent les moyens de production et d'échange. Et notre projet de transition socialiste doit nécessairement intégrer, surtout dans des pays où la petite bourgeoisie traditionnelle est numériquement plus forte que le prolétariat moderne, des garanties contre la violation de la petite propriété des outils de travail individuels et familiaux. Nous devons résolument afficher la volonté du prolétariat révolutionnaire de diriger pacifiquement le processus de collectivisation.

Expliquons encore toujours les raisons de nos choix ! Expliquons la perspective socialiste, même en quelques lignes. En quoi la socialisation des principaux moyens de production et d'échange et la socialisation des ressources ouvrent des possibilités évidentes pour le développement de l'économie du Maghreb et comment une fédération du Maghreb offrirait le cadre à la satisfaction des revendications du peuple travailleur. Nous avons besoin de redonner tous leur sens aux mots, si souvent travestis et galvaudés.

2/ jeunesse et solidarité

Les communistes ont pour tâche d'accroître le sentiment d'appartenance de classe, de favoriser la solidarité de l'ensemble des couches du peuple travailleur autour du prolétariat révolutionnaire, autour de sa direction dans la lutte, autour de son projet de transformation socialiste de la société.

En gagnant l'influence sur les différentes couches exploitées et les laissés pour compte ou une fraction de l'armée de réserve industrielle, le prolétariat révolutionnaire peut conduire le mouvement revendicatif et contestataire à une issue positive.

Parmi la jeunesse, les révolutionnaires s'adressent d'abord aux jeunes chômeurs et prolétaires de Tunisie ou d'Algérie qui ont pris leur place dans le mouvement. Ils s'adressent d'abord à la jeunesse du peuple classe, du peuple prolétaire, du peuple opprimé des vendeurs à la sauvette et des chômeurs. Ils s'adressent ensuite à l'ensemble de la jeunesse comme ils s'adressent aux différentes couches du peuple. Les révolutionnaires tentent d'engager dans la mobilisation révolutionnaire tout le peuple et toute la jeunesse autour des objectifs démocratiques et socialistes.

Nous appuyons la jeunesse petite bourgeoisie et étudiante révoltée contre la misère sociale et la corruption des élites. Cette jeunesse est un moteur évident de la mobilisation. Mais les communistes font la distinction entre les différentes fractions de la jeunesse. La jeunesse n'est pas un bloc. Il ne nous est pas permis de gommer les différences sociales dans la jeunesse qui ont leurs traductions politiques. La lutte des classes ne commence pas au dessus des 20 ou 25 ans !

Nous devons nous défendre de toute démagogie en direction d'une partie de la population en raison de son âge. La jeunesse prolétarienne doit devenir la flamme de la révolution sociale, le conducteur de tous les enfants du peuple. Mais les marxistes ne reconnaissent pas une seule jeunesse, unie contre le régime d'exploitation et d'oppression. Nous opposons la jeunesse ouvrière et la jeunesse démunie à la jeunesse nantis formée dans les grandes écoles étrangères pour occuper les positions dominantes contre les populations.

Si nous crions notre révolte contre les massacres, c'est pour dénoncer les gouvernements de Tunisie et d'Algérie qui écrasent un mouvement du peuple en lutte contre un régime d'inégalités sociales, d'injustice et de police. Ce n'est pas « les jeunes » qui sont massacrés, mais la jeunesse en révolte. Notre solidarité internationale va à « la jeunesse de Tunisie et d'Algérie », notre « véritable solidarité » va aux « jeunes », mais dans la mesure où cette jeunesse est mobilisée, dans la mesure où elle se bat dans les rues contre la police des pouvoirs maffieux de Ben Ali ou de Bouteflika. Il nous faut porter la division dans la jeunesse, camarades !

Comme nous portons la division et le fer dans toutes les nations. Car quels que soient les origines nationales, quel que soit la race ou la religion, nous menons la lutte des classes, nous dressons le prolétaire contre le bourgeois, le travailleur pauvre contre le riche parasite ! Et par delà toutes les frontières et les identités particulières, les communistes disent au prolétariat ; nous sommes frères et sœurs de classe et de combat.

3/ politique de pression et lutte des communistes pour la direction du mouvement

« Les travailleurs salariés, les chômeurs, les jeunes en formation ne peuvent pas compter sur les dirigeants confédéraux de l'UGTA et de l'UGTT ». Oui camarades ! Nous sommes d'accord. Les dirigeants confédéraux algériens et tunisiens ne conduiront pas les travailleurs à la victoire. Les élites bureaucratiques des syndicats de masse sont bien trop liées à la bourgeoisie pour jouer le rôle d'une avant-garde révolutionnaire socialiste ! Pour développer la lutte de classe jusqu'à son terme, pour engager les travailleurs et la population pauvre sur le terrain de la révolution, de la prise en main de leurs propres affaires, du contrôle salarié et populaire, de la gestion ouvrière et paysanne, de la formation d'un premier gouvernement de rupture avec les lois d'airain de la propriété bourgeoise, les révolutionnaires doivent être en capacité d'assumer leur tâche propre.

Mais quel est la tâche des révolutionnaires ? Leur tâche centrale et stratégique est-elle de lancer un appel aux « travailleurs salariés », « chômeurs » et « jeunes en formation » pour « obliger les syndicats à appeler à la grève générale pour chasser Ben Ali et Bouteflika » ?

Non ! La stratégie des révolutionnaires ne s'abaisse pas à une manœuvre syndicale. Dans l'organisation syndicale, les communistes ne se privent pas d'exercer toutes les pressions utiles sur l'appareil bureaucraté et conservateur afin de faire avancer la lutte, de mettre les maçons de l'élite syndicale au pied du mur, devant leurs contradictions, face à leur base, et ainsi accélérer l'expérience des membres syndiqués, renforcer les fractions rouges du mouvement syndical, accroître l'influence des révolutionnaires et du parti dans les rangs de

toute la classe ouvrière. Mais la stratégie de l'avant-garde révolutionnaire est à l'opposé de la politique de pression.

Nous cherchons à marginaliser les représentants officiels, institutionnels, étatiques de la classe ouvrière. Nous cherchons à les rendre inoffensifs en leur ôtant toute influence sur le mouvement réel. Nous cherchons à les discréditer aux yeux de la grande majorité comme les complices intéressés de la dictature bourgeoise. Les révolutionnaires n'appellent pas les directions bureaucratiques des syndicats à être responsables devant leur base ! Comme nous ne supplions pas plus les chefs des partis réformistes à respecter leurs mandats ! Au contraire. Nous travaillons la masse des syndiqués et la très grande masse des travailleurs pour qu'elle cesse de suivre les décisions des installés et des corrompus.

Ce n'est pas nos discours généraux sur le rôle des directions syndicales dans les luttes passées et présentes, qui finiront dans le mouvement, par convaincre la majorité salariée du rôle conservateur des dirigeants syndicaux. Les travailleurs en feront l'expérience, dans l'action. Et surtout, les révolutionnaires ne rallieront pas la grande partie des syndiqués et des travailleurs à leur critique des directions réformistes et réformatrices avant de les avoir gagné à leurs propres mots d'ordre, à leur propre perspective, avant que ces mots d'ordre et perspectives aient déjà été traduits, dans l'action. Les appareils bureaucratiques des syndicats se détermineront par rapport à l'évolution du mouvement revendicatif. Et la masse travailleuse se déterminera par rapport à ses directions traditionnelles en fonction de leurs positions par rapport au mouvement et à ses différentes fractions. Les questions de l'engagement de la classe ouvrière, des couches populaires et de leur éveil aux idées socialistes ne se posent pas à l'envers.

Notre objectif n'est pas de mettre sous pression les directions syndicales. Notre objectif est de gagner l'influence nécessaire dans le peuple pour l'engager sur la voie de la révolution. Et c'est pourquoi nous intervenons en direction des larges masses et cherchons à renforcer coûte que coûte nos appuis, notre influence et notre organisation dans le prolétariat des industries et des services. Et c'est pourquoi nous nous inscrivons en faux, par rapport aux organisations gauchistes qui refusent d'inscrire leur intervention dans le mouvement salarié, en direction des travailleurs et du peuple, dans la lutte des classes vivante et vécue.

La pression qui doit s'exercer sur les directions syndicales est fonction exclusive du développement de la lutte des classes et de nos capacités à entraîner dans la lutte, à la base, dans les entreprises, les zones urbaines et les campagnes, nous les militants du communisme, les travailleurs autour de leurs revendications économiques et politiques et du projet socialiste.

Nous apprenons à la classe ouvrière à ne compter que sur elle-même et sur aucun gouvernement, aucune institution qui ne serait pas son œuvre, le fruit de sa lutte, de sa participation active et de son contrôle implacable.

Intervenir auprès des travailleurs pour qu'ils exigent des directions syndicales réformistes et libérales, contre leur gré, qu'elles appellent les travailleurs à faire la grève générale, voilà tout l'absurde de votre construction politique ! Les travailleurs s'engageront dans l'action révolutionnaire et expropriatrice en dehors et contre les misérables calculs des bureaucraties syndicales corrompues.

Camarades ! Vous pensez la lutte des classes et son développement sans prendre en considération notre lutte pour la direction du mouvement et nos capacités à mobiliser et organiser les travailleurs, dans les syndicats et à l'extérieur des syndicats. La grève générale comme étape de préparation, possible et transitoire, à la lutte politique ouverte contre le patronat et son gouvernement, c'est la direction que défendent les révolutionnaires et non les directions syndicales intégrées au système de domination capitaliste.

Nous n'attendons pas que les directions des appareils syndicaux se fassent les porte-voix de nos propres mots d'ordre. Nous opposons au contraire aux directions bourgeoises, réformistes et bureaucratiques conservatrices notre direction politique dans la lutte. Même dans les pays où le mouvement syndical est particulièrement

centralisé, les révolutionnaires passent par-dessus les directions officielles pour mobiliser les travailleurs, dans le syndicat, avec le syndicat ou sans l'appui syndical et contre les jaunes des syndicats. Les révolutionnaires doivent être les derniers à fétichiser l'autorité des directions syndicales actuelles. Nous sommes, nous, une direction pour le prolétariat, la seule direction qui veille pour diriger la lutte, jusqu'au bout, pour la libération complète du prolétariat et l'affranchissement de notre genre du règne de l'esclavage salarié.

Engageons les travailleurs dans la lutte générale de toute la classe contre l'oligarchie capitaliste, sa bourgeoisie, ses hauts fonctionnaires et politiciens véreux, aidons le peuple travailleur à constituer sa propre direction de lutte, ses propres conseils et comités qui détermineront l'heure de la grève ou l'heure de la production sous contrôle ouvrier. Déterminons le peuple travailleur à satisfaire par lui-même ses propres revendications, à tous les niveaux, sur tous les terrains, en dehors des institutions bourgeoises et en leur substituant les nouvelles institutions révolutionnaires, en dehors de la permission des délégués de la bourgeoisie qui occupent la direction des appareils syndicaux et en leur substituant l'autorité légitime des délégués ouvriers, révocables et mandatés.

Dans le mouvement syndical, les révolutionnaires ont leur propre direction, leur propre fraction rouge qui avance les perspectives d'action et de transition du programme socialiste. S'il nous apparaît nécessaire d'appeler à la grève générale, nous appelons à la grève générale. Si une fraction des appareils bureaucratiques juge bon d'appeler elle aussi à la grève générale pour ne pas s'isoler complètement de la classe en action, qu'elle appelle à la grève générale ! Mais nous n'avons besoin d'aucune des fractions bureaucratiques, de gauche ou de droite pour mobiliser autour de nos mots d'ordre et remporter les victoires partielles ou générales !

Les révolutionnaires se trouvent en avant de la lutte. Ils prennent l'initiative. Ils mènent la lutte pour le pouvoir, dans le mouvement, avant de saisir la direction des nations !

4/grève générale et insurrection

Pour « protéger la jeunesse », vous nous parlez de grève générale. En quoi, la grève générale peut protéger la jeunesse ? Pour « chasser » du Maghreb et d'ailleurs « les dictatures mafieuses », vous parlez encore de la grève générale. Mais en quoi la grève générale est le moyen approprié ?

Les deux objectifs dépendent de bien autre chose qu'une grève générale. D'abord pour protéger la population en révolte, il faut que la population en révolte se protège contre les forces de répression de l'Etat, contre les hommes de main du patronat, contre les différents groupes qui rempliront les fonctions du fascisme. Pour cela, les travailleurs doivent former leurs milices. Les révolutionnaires font la propagande et l'agitation pour l'armement des travailleurs. Et les révolutionnaires ont déjà commencé à s'armer ! Ils ont déjà formé leur organisation militaire, ont déjà constitué leurs premiers groupes de combat, ont déjà leurs réseaux d'informateurs et leurs cellules clandestines dans la police et dans l'armée.

Que peut signifier la grève générale en vue de « protéger la jeunesse » ? Une autre politique de pression, sur le gouvernement cette fois-ci, afin que celui-ci ordonne aux forces policières de ne pas faire couler le sang des ouvriers et du petit peuple ? C'est la seule signification du mot d'ordre de grève générale quand il est lié à l'objectif de « protéger la jeunesse ». Nous ne partageons pas la stratégie de la pression. Ni dans le syndicat, ni auprès des gouvernements de la bourgeoisie. La pression que nous exerçons sur l'ennemi, c'est en vertu et seulement en vertu de nos réussites dans la mobilisation de la classe ouvrière et des autres couches du peuple autour de nos objectifs et des éléments de notre propre programme. L'appel au Président Ben Ali pour qu'il cesse le massacre n'est pas à notre programme.

Dans une situation prérévolutionnaire, des fractions entières de l'armée et de la police se retournent contre l'exécutif bourgeois bien avant que les éléments désespérés et démocrates de la classe dominante ordonnent de cesser le « massacre ». Le mouvement de la lutte des classes a ses lois, que les révolutionnaires ne doivent

pas ignorer. Nous devons voir clair dans la dynamique des événements d'une révolution. Nous avons l'expérience de quelques révolutions passées.

Donc pour la protection du peuple et de son mouvement : un mouvement armé camarades ! La grève générale, la paralysie de la production n'aidera en rien la protection du mouvement. Si nous voulons parler des détails de notre intervention en vue de protéger le mouvement, parlons de l'intervention des révolutionnaires dans la police et dans l'armée, en direction des ouvriers des aciéries, des usines mécaniques ou du secteur de la chimie. Mais ne parlons pas de la grève générale !

Quant au mot d'ordre de grève générale comme moyen de chasser l'oligarchie capitaliste et ses politiciens, c'est encore non. Notre révolutionnarisme n'est pas un utopisme syndical. La paralysie de l'économie du pays ne suffira jamais à faire tomber la bourgeoisie, comme on ferait tomber un de ses représentants les plus honnis. La généralisation de la grève peut être une étape dans la construction du rapport de force, en faveur du prolétariat. La grève générale ne sera rien d'avantage. La grève générale, le blocage d'un pays entier ne peut pas s'éterniser trop longtemps. L'arme de la grève se retourne rapidement contre les alliés susceptibles du prolétariat et bientôt contre le prolétariat lui-même. Pour manger, il faut produire, et pour produire, il faut travailler.

Le mouvement de lutte doit déboucher rapidement sur une prise de contrôle et de possession des moyens de production et d'échange, et sur un affrontement armé décisif du prolétariat révolutionnaire contre le pouvoir bourgeois avant que la situation prérévolutionnaire ne pourrisse et que le rapport de force politique ne s'inverse. La perspective de la grève générale prolongée ne peut que jouer en faveur de la réaction. Qui peut tirer profit du désarroi et de la pénurie de ressources en biens de consommations courants, en essence et en produits alimentaires? Les seuls partisans du retour à l'ordre ancien, les partisans de la manière forte pour mater les « preneurs d'otages », devenus minoritaires et impopulaires.

Camarades, pour en finir avec le pouvoir de la bourgeoisie, les révolutionnaires doivent préparer la révolution. Les révolutionnaires doivent préparer l'insurrection du prolétariat révolutionnaire. La révolution est notre stratégie qui peut seule accoucher de la prise du pouvoir des travailleurs. La grève générale n'a rien à voir avec un mot d'ordre stratégique pour les révolutionnaires. Les luttes grévistes doivent seulement annoncer l'étape ultérieure de la mobilisation. A nous notre travail, celui de constituer les premiers embryons de gouvernements ouvriers à l'échelle régionale et des différents secteurs d'activité afin que les travailleurs s'approprient l'ensemble des prérogatives patronales. L'exercice gréviste peut aider les salariés à prendre conscience de leur détermination. Mais les grèves partielles ou générales ne sont que des exercices. Les révolutionnaires découvrent aux yeux du peuple, non pas le mouvement salarié contestataire, corporatiste, perdant des opportunistes et des spontanistes mais le mouvement prolétarien conquérant, directeur, bâtisseur et rassembleur !

5/notre intervention en France

En France, les travailleurs doivent « s'organiser », avec les révolutionnaires et autour des perspectives défendues par les révolutionnaires. Que défendent les révolutionnaires de France en direction du peuple en Tunisie et en Algérie ?

Nous avons abordé ces questions ; les révolutionnaires en France ne devraient pas faire leur la politique de pression sur les directions syndicales, ils ne devraient pas faire du mot d'ordre de grève générale un mot d'ordre stratégique en vue du renversement des dictatures bourgeoises. Les révolutionnaires devraient défendre les mots d'ordre de leur programme comme autant de solutions transitoires aux problèmes concrets des populations et du prolétariat et non comme des références abstraites déconnectées des impératifs de la lutte. Les révolutionnaires ne devraient pas faire l'impasse sur la nécessité du contrôle salarié, de l'armement des travailleurs et de l'insurrection du prolétariat révolutionnaire. Les révolutionnaires ne devraient pas oublier que la jeunesse à laquelle nous nous adressons est divisée en classe, que nous cherchons à la rallier au point de

vue prolétarien révolutionnaire, que notre solidarité avec la jeunesse en révolte est une solidarité de classe et qu'elle n'est pas autre chose.

En France, les directions des appareils syndicaux et des partis réformistes sont corrompus par la bourgeoisie. Et c'est pourquoi les révolutionnaires ne se rendent pas tributaires de ces directions pour leurs propres actions. Les révolutionnaires n'attendent pas Bernard Thibault ou Pierre Laurent pour faire les choses. Les révolutionnaires n'ont pas les mains liées aux appareils réformistes du mouvement ouvrier.

Les révolutionnaires peuvent appeler à manifester leur solidarité avec la lutte du peuple tunisien, plutôt qu'en « défense de la jeunesse de la Tunisie et d'Algérie » et peuvent organiser de telles rassemblements avec des forces réformistes ou démocratiques. Mais les révolutionnaires se pensent comme une direction à part, comme une organisation et un centre de mobilisation à part. Et ils ne circonscrivent en aucun cas leur intervention à l'intérieur du syndicat. Le travail syndical est un terrain d'intervention fondamental, mais il n'est pas l'unique terrain d'intervention des révolutionnaires. Et à l'intérieur de celui-ci, la question est toujours de prendre la direction de l'initiative plutôt que d'intervenir comme groupe de lobbying auprès des directions bureaucratiques.

Notre tâche n'est donc pas de « s'organiser pour imposer aux partis et syndicats ouvriers d'appeler à manifester ». Notre tâche est d'organiser les manifestations, d'intervenir dans les manifestations de solidarité avec la lutte au Maghreb et de gagner les participants à notre programme et à notre parti.

Le programme dont nous faisons la publicité auprès des manifestants français, c'est notre programme d'action pour la Tunisie, c'est la combinaison des revendications économiques et démocratiques les plus accessibles, et qui sont les revendications que portent les larges couches mobilisées en Tunisie avec les mots d'ordre de transition, révolutionnaires et socialistes qui trouvent leur sens pratique dans le développement et la radicalisation de la lutte.

Les communistes de France doivent saisir le moment pour se faire connaître, et tisser des liens avec les éléments les plus avancés de l'émigration. Il faut travailler à développer un réseau militant en Tunisie et dans les autres pays du Maghreb en vue de constituer de nouvelles organisations révolutionnaires trotskystes qui font actuellement défaut au mouvement.

C'est autour de ce travail que nous devons nous concentrer. C'est un travail d'organisation.

Quant à la campagne d'agitation pour « empêcher les exportations d'armes » de la France vers la Tunisie ou l'Algérie, il en faut déterminer les circonstances exactes. Les communistes tunisiens et français savent une chose, pour désarmer la bourgeoisie et ses forces de répression, le mouvement révolutionnaire doit s'armer. Face à la répression réactionnaire, notre réponse est l'armement des travailleurs tunisiens. Notre intervention politique en Tunisie et en France se détermine donc suivant cet objectif. Et la question se pose en ces termes : soit le blocage des exportations d'armes françaises contribue à saboter les moyens de la réaction tunisienne soit il prive les révolutionnaires tunisiens d'une occasion de se saisir de nouvelles armes.

Suivant la situation du mouvement, l'état d'effervescence politique dans l'armée, l'influence des révolutionnaires dans les syndicats des travailleurs impliqués dans le transport et la réception de l'armement, et de bien d'autres circonstances particulières encore, les révolutionnaires français peuvent mobiliser pour « empêcher les exportations d'armes » ou bien faire tout ce qui est en leur mesure pour que les armes arrivent à bon port et entre les bonnes mains, en Tunisie !

Et quand les travailleurs tunisiens auront formé leur première force armée révolutionnaire, le moment viendra pour les trotskystes français de mener campagne pour l'exportation d'armes en Tunisie, pour l'armement du pouvoir travailleur tunisien face aux agresseurs impérialistes !

Enfin, ni en Algérie, et encore moins en Tunisie, l'heure est à l'émigration des forces vives. Mobiliser, en plein mouvement ascendant des masses, contre les restrictions françaises à « l'entrée des travailleurs et des étudiants en provenance d'Algérie et de Tunisie », c'est envoyer le plus mauvais message au peuple en éveil.

L'heure est au combat. Les révolutionnaires de France et du Maghreb doivent motiver la jeunesse et le peuple au combat contre les régimes de spoliation. Le moment n'est pas à la fuite vers les ghettos français, le moment est à l'engagement révolutionnaire pour transformer la société tunisienne ou algérienne, refonder l'économie de ces pays pour assurer à chacun le travail et la liberté, le logement, l'instruction, la dignité et l'égalité possible de participer au développement économique et à la vie démocratique de nouvelles Républiques socialistes associées.

Ce que nous avons à dire aux travailleurs et aux étudiants d'Algérie et de Tunisie, c'est luttiez, luttiez jusqu'à la victoire ! Ne désertez pas votre ligne de front !

Et aux travailleurs de France, indigènes ou d'origine maghrébine nous donnons l'exemple du peuple tunisien en révolte car il a bravé la peur et une répression sanglante. Nous nous appuyons sur les faits pour annoncer la nécessaire révolution en France et à l'internationale qui doit terrasser l'oligarchie. Nous dénonçons la collusion entre l'impérialisme et les dictatures policières arabes, nous appelons nos collègues à mener la lutte contre leurs propres exploités, à rejoindre au plus vite les rangs des révolutionnaires pour hâter le moment de notre commune émancipation.

Ainsi camarades, nous espérons que nos observations aideront à faire avancer la discussion, avec vous et avec l'ensemble des groupes du Collectif Révolution Permanente.

En attendant de nous réunir,

Recevez nos salutations fraternelles,

Le CC de l'ARS-COMBAT